



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Attractivité - Portail Hérault Data - Convention de partenariat pour la diffusion de données ouvertes entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault - Autorisation de signature

Monsieur Manu REYNAUD, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Depuis 2011, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont initié une démarche de mise à disposition des données publiques (*open data*) dans une volonté à la fois de transparence, de modernisation de l'action publique, de levier économique et d'attractivité du territoire. Montpellier Méditerranée Métropole publie ses données et celles de ses 31 communes sur le portail *Open Data* (data.montpellier3m.fr)

Cette démarche s'inscrit désormais pleinement dans la stratégie numérique portée par Montpellier Méditerranée Métropole et a été confortée par la loi République Numérique. En effet, depuis le 1^{er} octobre 2016, elle dispose que toutes les collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants et 50 agents ont l'obligation de diffuser toutes leurs données publiques anonymisées (ayant des intérêts économiques, sanitaires, sociales et environnementales) dans des formats réutilisables, de manières gratuites et permanentes.

Depuis 2011, ce sont ainsi plus centaines de milliers d'utilisateurs qui se sont connectés au portail (160 000 visiteurs en 2021 pour 280 000 téléchargements), 1 000 jeux de données publiés sur un grand nombre de thématiques : Transport, Urbanisme, Tourisme, Environnement, Citoyenneté, etc. De nombreux acteurs entrepreneuriaux et associatifs viennent régulièrement consulter les données produites par notre Métropole et les réutilisent pour créer des sites et applications innovantes, dans une démarche d'ouverture et de partage (OpenStreetMap, Google Maps, Vélodot, Moovit, CNRS, Université de Montpellier...)

Dans ce contexte légal, la Métropole se « *tourne vers la gestion de la donnée urbaine, pour s'assurer de sa qualité, de sa pérennité et de sa diffusion* ». La Métropole se pose en tiers de confiance sur le respect de la vie privée, de l'indépendance vis-à-vis d'acteurs tiers et de la diffusion des données. Afin d'appliquer cette indépendance et sa souveraineté sur les données la Métropole applique un accès non privilégié et non discriminant à ses données, via l'unique canal de diffusion de l'*open data*.

Parallèlement le Département de l'Hérault propose à toutes les communes et EPCI de l'Hérault de diffuser gratuitement leurs données sur le portail Hérault Data. Ce portail est le fruit d'un partenariat durable avec la Région Occitanie, qui fournit des sites *Open Data* hautement performants à ses treize conseils départementaux.

La Politique *Open Data* du Département de l'Hérault s'inscrit dans le cadre de leur Stratégie de Développement des Usages et Services Numériques, au travers d'un axe fort sur le numérique et la citoyenneté. Par cette ambition appuyée par les élus, le Département accompagne gratuitement toutes les collectivités héraultaises pour l'ouverture et la valorisation de leurs données publiques. Plus de la moitié des EPCI du Département ont signé ce partenariat et plus d'un tiers de toutes les collectivités héraultaises ayant l'obligation légale de diffuser leurs données ont choisi Hérault Data.

Le Département souhaite initier cette démarche de partenariat avec la Métropole en alliant les dynamiques communes et ambitions fortes d'ouverture des données de ces collectivités, via une convention de partenariat, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault. Ce conventionnement représente plusieurs enjeux stratégiques et permettra ainsi d'affirmer une collaboration forte entre les deux collectivités autour de l'ouverture des données. De plus, cette convention représente des opportunités pour la Métropole de profiter sans restriction de l'outil Hérault Data pour le partage et la visualisation de ses données, dans une vision complémentaire de nos deux plateformes. À cette fin et à partir des données de la Métropole, le Département a déjà réalisé des cartographies en temps réel de la disponibilité des VéloMag et de l'occupation des parkings en ouvrage de la Métropole, populaires auprès des utilisateurs d'Hérault Data.

Cela favorisera les échanges de données ouvertes entre les deux collectivités en référençant les données à hautes valeurs ajoutées présentes sur les deux portails.

Les termes de la délibération n°13586 sur la solution mutualisée d'une plateforme *Open Data* pour l'ensemble des 31 communes de la Métropole et pour son propre usage ne sont pas remis en cause par ce partenariat. Montpellier Méditerranée Métropole continuera d'exploiter son propre portail *Open Data* qui restera la solution technique de diffusion des données des 31 communes de son territoire et de la Métropole, tout en profitant des fonctionnalités techniques d'Hérault Data, mises à disposition par la convention de partenariat

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault concernant le dispositif Hérault Data ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210878-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_CD34_EPCI_Communes_OPENDATA_vd.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.